



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 24/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SA ALPHAGLASS

3 place de la gare
60960 Feuquières

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\ALPHADEC_(ex
SAVERGLASS)_Arques_070.05524\2_Inspections\2025 05 14 MEX
Code AIOT : 0007004138

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2025 dans l'établissement SA ALPHAGLASS implanté ZI du Hocquet Rue du Général de Gaulle 62510 Arques. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA ALPHAGLASS
- ZI du Hocquet Rue du Général de Gaulle 62510 Arques
- Code AIOT : 0007004138
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ALPHAGLASS, implantée à Arques (62510), fait partie du groupe SAVERGLASS, dont le siège social est à Feuquières (60960). L'usine d'Arques est spécialisée dans la fabrication haut de gamme de bouteilles en verre. Les activités d'Alphaglass sont notamment encadrées par l'arrêté préfectoral du 11/01/2022. L'établissement relève du régime de l'autorisation. Le site est IED au titre de la rubrique 3330 (Fabrication du verre).

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Présence des moyens d'extinction prévus sur le site	Arrêté Préfectoral du 11/01/2022, article 7.3.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Présence des moyens d'extinction prévus sur le site	Arrêté Préfectoral du 11/01/2022, article 7.3.3.1	Sans objet
2	Présence des moyens d'extinction prévus sur le site	Arrêté Préfectoral du 11/01/2022, article 7.3.3.1	Sans objet
3	Présence des moyens d'extinction prévus sur le site	Arrêté Préfectoral du 11/01/2022, article 7.3.3.1	Sans objet
5	Etat des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
6	Maintenance et contrôle des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
7	Rapport de maintenance et de contrôle	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	périodique des moyens d'intervention		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est déroulé le 14/05/2025 dans le cadre de l'opération coup de poing moyens d'extinction. Les bases réglementaires portaient sur les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11/01/2022 et de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.

L'exploitant a présenté ses moyens de lutte contre l'incendie : extincteurs, RIA, poteaux incendie. Ceux-ci apparaissent correctement suivis et entretenus. Néanmoins, le rapport des RIA a montré des RIA à remplacer, l'exploitant déclare que ces RIA sont en état de fonctionnement. Des justificatifs sont demandés.

De plus, l'exploitant n'a pas su justifier le volume d'eau extinction présent sur le site, des justificatifs lui sont demandés afin de statuer sur la conformité ou non à la prescription de l'arrêté préfectoral du 11/01/2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Présence des moyens d'extinction prévus sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2022, article 7.3.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Présence des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : [...] l'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, au minimum les moyens définis ci-après : - des robinets d'incendie armés (RIA) de diamètre 40 mm placés de placés de manière à ce que chaque point puisse être atteint par le jet d'au moins deux lances. L'accès à ces robinets doit être facile, leurs abords seront maintenus constamment dégagés et leurs emplacements signalés d'une façon visible ; [...] Constats : L'exploitant a présenté en séance et transmis le 11/07/2025, un schéma d'implantation appelé réseau d'incendie saverglass indiquant la répartition des robinets incendie armés (RIA) et des poteaux incendie (PI) du site d'Alphaglass et d'Alphadec. L'inspection constate que l'ensemble du site dispose de RIA. Lors de la visite terrain, par sondage il a été constaté la présence effective des RIA et ceux-ci sont accessibles et visibles. Le dernier contrôle des RIA en date du 30/10/2024 a été transmis le 11/07/2025 à l'inspection, ce rapport comporte 49 RIA, or le schéma d'implantation présente des RIA numéroté jusqu'à 73. L'inspection constate que les RIA de l'entrepôt V5 ne sont pas dans le rapport transmis et que certains numéros du schéma ne sont pas cohérents avec la localisation indiquée dans le rapport. Par exemple, les RIA 46 et 45 sont situés dans l'entrepôt V5 sur le schéma mais localisé au bâtiment composition dans le rapport de contrôle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande 1 : il est demandé à l'exploitant de mettre à jour son schéma d'implantation et de fournir le rapport de vérification des RIA de l'entrepôt V5.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Présence des moyens d'extinction prévus sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2022, article 7.3.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Présence des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : [...] l'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"> - des extincteurs en nombre et capacité appropriés aux risques, judicieusement répartis, visibles, accessibles en toutes circonstances et repérés au moyen de panneaux indestructibles. (à minima à raison d'un appareil pour 150 m² ou fractions de 150 m²) ; - des extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres au minimum ou, en cas de risque électrique, à poudre de 6 kg, pour 200 m² de plancher, avec un minimum un appareil par niveau, judicieusement répartis. Les appareils à poudre pourront être remplacés, le cas échéant, par des extincteurs à dioxyde de carbone de capacité équivalente ; - au moins un extincteur approprié aux risques dans les locaux présentant des risques particuliers d'incendie ; [...] Constats : L'exploitant a transmis le 11/07/2025 son dernier rapport de contrôle des extincteurs en date du 30/10/2024, il y est indiqué que les extincteurs sont tous vérifiés et en bon état. L'inspection constate dans le rapport la présence d'extincteurs localisés dans l'entrepôt V5. L'exploitant déclare posséder un stock localisé à l'entrepôt V1 de 10 extincteurs de secours en cas d'utilisation ou d'anomalie. Lors de la visite terrain, il a été constaté, par sondage, la présence effective des extincteurs sur le site. Ceux-ci étaient accessibles par tous.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Présence des moyens d'extinction prévus sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2022, article 7.3.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Présence des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : [...] l'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"> - un système d'alarme sonore par bâtiment isolé. L'alarme générale est donnée par bâtiment. Dans les zones bruyantes, le dispositif pourra être doublé par un système lumineux (exemple :

flash)
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare avoir un système d'alarme sonore par bâtiment isolé du site. L'ensemble des centrales est localisé au niveau de la cabine fusion et 3 reports sont présents au niveau des bâtiments V5, V2 et bureau production chef d'équipe.</p> <p>Lors de la visite terrain, par sondage, l'inspection a constaté la présence des centrales incendie au niveau de la cabine de fusion. Un salarié a été interrogé, il atteste d'un essai sonore dans la zone atelier/production est réalisé une fois par mois.</p> <p>L'exploitant précise que les autres alarmes des bâtiments de stockage sont tester lors du contrôle semestriel du prestataire.</p> <p>L'inspection n'a pas de remarques particulières sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Présence des moyens d'extinction prévus sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2022, article 7.3.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Présence des moyens d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant assure la défense extérieure contre l'incendie de telle sorte que les sapeurs-pompiers puissent disposer d'un débit d'extinction minimal de 480 m³/h soit un volume total d'eau de 960 m³ pendant deux heures dans un rayon de 150 mètres, par voies carrossables mais plus de 30 mètres du risque à défendre et en dehors des flux thermiques.</p> <p>Cette prescription pourra être réalisée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - a maxima 3 poteaux d'incendie ou bouches d'incendie (en simultané) de 100 mm normalisés (NFS 61.213), conformes au règlement départemental de la Défense Extérieur Contre l'Incendie et susceptibles d'assurer un débit minima de 60 m³/h et maxima de 120 m³/h, pendant 2heures, sous une charge restante de 1 bar, avec une pression dynamique de 8 bar maximum. Ces hydrants seront implantés en bordure d'une voie accessible aux engins d'incendie ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci. - ET / ou en complément, en cas d'impossibilité liée à l'incapacité du réseau public, par une réserve incendie complémentaire réalisée conformément au règlement départemental de la Défense Extérieur contre l'Incendie. Cette réserve sera accessible en tous temps par les engins d'incendie, voirie avec portance minimum de 160 kN, implantée à plus de 30 mètres des bâtiments et en dehors des flux thermiques. La réserve sera signalée conformément à la norme NFS 61-221. Une ou des plateformes d'aspiration d'aspiration de 32 m² (4X8 mètres) minimum (1 par tranche de 120 m³), accessibles en tout temps par les engins d'incendie, seront aménagés et équipées de poteaux d'aspiration hors gel. <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - ou la combinaison des deux solutions, lesq PI (réseau dynamique) assurant le tiers du volume DECI demandé.

Constats :

L'exploitant a présenté un schéma d'implantation de ces poteaux incendie (PI). Sur ce schéma, on retrouve 14 PI entourant l'ensemble du site (atelier de production et entrepôt de stockage) dont 12PI sur le réseau d'eau d'Arc France et 2 PI sur le réseau d'eau de la ville. **L'exploitant précisera les modalités et la procédure mises en place pour s'assurer de la disponibilité de l'alimentation en eau par AI à tout moment (moyens technique et de communication , délai...)**

Le schéma ne prend pas en compte les distances réels d'implantation car il s'agit d'un schéma et non d'un plan avec échelle. En séance, l'exploitant déclare ne pas posséder de réserve d'eau incendie complémentaire hormis la réserve d'eau sprinklage de l'entrepôt V5 d'une capacité de 500 m³, si l'entrepôt V5 ne brûle pas, la réserve est disponible et l'exploitant indique que le SDIS peut s'y brancher.

L'inspection indique que cette prescription découle du dossier de demande d'autorisation suite à la reconstruction du four verrier. En effet, dans l'étude de danger rapport 19179320 du 15/01/2021, page 80, on retrouve le calcul des moyens en eaux d'extinction suite à l'incendie (chapitre 4.6), le besoin en eau d'extinction définit par l'exploitant est de 480 m³/h. Par ailleurs, il est également indiqué dans ce rapport au chapitre 4.3 que le site d'Alphaglass dispose dans un rayon de 200 m de 10 poteaux incendie pouvant fournir de 150 à 220m³/h et d'une réserve d'eau incendie d'un volume de 400 m³. Le rapport indique que 3 poteaux ont été testés simultanément et que le débit global est de 414 m³/h.

En séance, l'exploitant n'a pas justifier des distances d'implantation de ces PI et de la réserve d'eau sprinklage V5, ni de mesure de débit en simultané sur 3 PI au niveau de l'atelier de production. A noter que la prescription découle de l'instruction du dossier d'autorisation portant sur la reconstruction du four verrier, le périmètre du dossier est l'atelier de production ainsi la prescription ne concerne que l'atelier de production.

Les dispositions incendies supplémentaires liées aux entrepôts, aux stockages de liquides inflammables sont présentes dans le titre 8 de l'arrêté préfectoral du 11/01/2022. Celles-ci n'ont pas fait l'objet de l'inspection mais pourront faire l'objet d'une prochaine visite.

Pour valider la prescription et notamment le volume d'extinction, il est important de vérifier les débits en simultanées des PI utilisés lors d'un incendie sur l'atelier de production et de justifier de la distance de la réserve d'eau de l'entrepôt V5 par rapport à l'atelier de production.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 1 : Il est demandé à l'exploitant dans un délai de 3 mois, de justifier les distances des PI retenus pour la défense incendie de l'atelier de production d'Alphaglass.

Demande 2 : il est demandé à l'exploitant de justifier la distance d'implantation de la réserve sprinklage V5 par rapport à l'atelier de production

<p>Demande 3 : il est demandé à l'exploitant de se rapprocher du service prévention du SDIS pour s'assurer que les différents moyens présents sur le site (y compris l'utilisation de la réserve sprinklage comme réserve complémentaire à la défense incendie) pour constituer le volume d'eau d'extinction sont toujours en adéquation avec les différents bâtiments présents sur le site. L'inspection sera en copie des différents échanges. Ceci dans un délai de 9 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Etat des moyens d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des moyens d'intervention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare avoir un plan recensant les équipements de lutte contre l'incendie mais à date il ne l'a pas envoyé à l'inspection.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté par sondage que les extincteurs et les PI apparaissent dans un état visuel satisfaisant sans fuites ou chocs et facilement accessibles. Concernant les RIA, cf point 7 ci-dessous, l'inspection a été constaté par sondage l'état des RIA indiquant dans le rapport de contrôle : dans la colonne état « à remplacer » et dans la colonne observation « fuite à l'axe ». En effet, l'exploitant déclare qu'il s'agit de légère fuite et qu'une réparation a eu lieu par la maintenance. L'inspection a constaté que sur 2 RIA observés, l'un présenté une fuite à la lance (goutte à goutte) et non à l'axe, et l'autre aucune fuite. L'inspection souligne le fait qu'il est important de tracer les actions effectuer sur ce type d'équipement.</p> <p>Concernant l'utilisation des moyens, l'exploitant déclare avoir 4 équipes d'équipiers de secondes intervention (ESI) formées chacune par 4 opérationnels terrains et le chef d'équipe. Le personnel est formé une fois par an aux consignes et à l'utilisation des moyens incendie. Par sondage, l'inspection a vérifié les 4 attestations de formation transmises le 11/07/2025, les personnes retenues ont été formées : le 03/04/2025, le 21/03/2025, le 14/10/2024 et le 08/10/2024. L'exploitant précise réaliser différentes sessions de formation sur l'année répartie sur les deux semestres afin de former les salariés en fonction de leur disponibilité. Ainsi, chaque ESI est formé une fois dans l'année mais pas à échéance calendaire.</p> <p>A noter que l'exploitant déclare que les équipes d'ESI du site d'Alphadec peuvent intervenir en renfort au besoin lors d'un incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande 2 : il est demandé à l'exploitant de transmettre un plan recensant l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie sous un délai de 1 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Maintenance et contrôle des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance et contrôle des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. [...]
Constats : L'exploitant a présenté en séance son fichier excel de suivi des équipements de lutte contre incendie. Par sondage, l'inspection a regardé les extincteurs, les RIA et les poteaux incendie. Ce fichier contient notamment les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- designation de l'équipement- planification du passage pour l'année en cours- date du prochain passage (année en cours +1) L'inspection n'a pas de remarques particulières.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rapport de maintenance et de contrôle périodique des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport de maintenance et de contrôle périodique des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : [...] Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.
Constats : L'exploitant a présenté en séance et transmis le 11/07/2025 les rapports de contrôle suivants : <ul style="list-style-type: none">- RIA en date 30/10/2024, il y est indiqué sur 49 RIA : 1 RIA non vérifié et 8 RIA vérifiés mais « à remplacer » dans la colonne état avec une pression statique à 0 bars. L'exploitant déclare que les RIA vérifiés mais à remplacer sont opérationnels, une légère fuite conformément à l'indication de la colonne observation est présente sur l'équipement. Voir point 5. Néanmoins, l'inspection souligne que sur le site Alphadec appartenant au même groupe, le même prestataire (technicien d'intervention différent) intervient pour effectuer le contrôle des RIA mais lorsqu'une fuite est détectée à l'axe, à la lance, m'impliquant pas le non fonctionnement de l'équipement, dans le rapport il y est indiqué dans la colonne état « bon état » et non « à remplacer » et une pression

statique supérieure à 0. Par ailleurs, le contrôle des RIA de l'entrepôt V5 n'apparaissent pas dans le rapport.

- extincteurs en date du 30/10/2024, il y est indiqué que l'ensemble a été vérifié et est en bon état. Les extincteurs des l'entrepôt V5 sont présents dans le rapport.

- PI en date du 30/10/2024, il y est indiqué que les PI sont opérationnels, néanmoins des observations sont présentes.

- Centrale incendie : 3 rapports différents pour 3 système différents (une centrale pour l'entrepôt V5, une centrale pour le four verrier et une centrale pour les entrepôts V1/V2/V3/V6 et V7), intervention du 15/01 au 20/01/2025. L'inspection ne constate pas d'écart sur les rapports transmis.

L'exploitant a présenté son registre sécurité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 4 : il est demandé à l'exploitant de justifier si les RIA « à remplacer » dans son rapport sont toujours opérationnels en cas d'incendie ou le cas échéant s'ils sont à remplacer de fournir un plan d'action.

Type de suites proposées : Sans suite